



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Haute-Garonne

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**

**TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE RÉNOVATION DES BATIMENTS DE LA CPAM
DE LA HAUTE-GARONNE
Lot 0 – Clauses communes à tous les lots**

MARCHÉ N°G2025030

Organisme :

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Haute-Garonne

3 boulevard du Professeur Léopold Escande

31093 TOULOUSE Cedex 9

N° SIRET : 776 950 404 00025

**Marché Public à procédure adaptée passé en application des articles L2123-1, L2125-1, R2123-1 et
suivants du Code de la Commande Publique**

Sommaire

I.	Présentation du marché	3
I.1	Objet du marché.....	3
I.1.1	Périmètre géographique d'intervention	3
I.1.2	Répartition des lots	4
II.	Conditions particulières de réalisation des travaux	4
II.1	Connaissance des lieux et repérage sur plan	4
II.2	Prestations comprises	5
II.3	Intervention en site occupé / nuisances	5
II.4	Horaires d'intervention	6
II.5	Accès et sécurité des bâtiments.....	6
II.6	Propreté du chantier et de la livraison.....	6
II.7	Structure des bâtiments.....	7
II.8	Réseaux	7
II.9	Approvisionnement et Stockage	8
II.10	Signalisation et stationnement.....	8
II.11	Matériaux incorporés	9
II.12	Mise en œuvre.....	9
II.13	Délai d'intervention.....	10
II.14	Qualité des intervenants	10
II.15	Conformité des matériels utilisés.....	11
II.16	Autorisations administratives.....	11
II.17	Permis feu et sécurité incendie	11
II.18	Plan de prévention	12
II.19	Amiante	13
II.20	Pilotage et coordination	13
II.21	Obligation de discrétion et respect du règlement de l'entreprise.....	14
II.22	Dégradation, défectuosité et inachèvement.....	14
II.23	Développement durable et qualité environnementale	15
II.24	Fin de chantier et documents.....	15
II.25	Garantie.....	16
III.	Organisation des interventions	16
III.1	Période de préparation	16
III.2	Étude d'exécution.....	17
III.3	Période d'exécution	17
III.4	Réception de la prestation	17

I. Présentation du marché

I.1 *Objet du marché*

Le présent accord cadre multi-attributaire a pour objet l'exécution de travaux de rénovation, d'entretien et d'amélioration sur l'ensemble des bâtiments de la CPAM de la Haute-Garonne. Ces travaux seront menés sous la responsabilité des services techniques de la CPAM de la Haute-Garonne.

Le présent CCTPO a pour objet :

- De décrire le cadre général d'exécution des prestations attendues ;
- D'indiquer les exigences et contraintes d'exécution qui s'ajoutent aux obligations et normes en vigueur : DTU, AFNOR, prescription CSTB ... ;
- De définir l'organisation d'une intervention.

I.1.1 *Périmètre géographique d'intervention*

Le titulaire sera amené à intervenir sur l'ensemble des bâtiments de la CPAM de Haute-Garonne :

NOM DU SITE	ADRESSE	CLASSIFICATION / TYPE
SIEGE	41 Rue de l'Etoile – 31000 TOULOUSE	ERP / Type W – IGH
12PSE	12 Place St Etienne – 31000 TOULOUSE	ERP / Type W avec activité U & L
BAGATELLE	33 Rue du Lot – 31100 TOULOUSE	ERP / Type W
BLAGNAC	Avenue des Pins – 31700 BLAGNAC	ERP / Type W
COLOMIERS	1 Place d'Occitanie – 31770 COLOMIERS	ERP / Type W
COMPANS	3 Place Alphonse Jourdain – 31000 TOULOUSE	ERT
LA PLAINE - PFRS	6 Rue Brin de Jonc des Moulinais – Bât. A – 31500 TOULOUSE	ERT
LABEGE – PFS	17 Rue Marco Polo – 31670 LABEGE	ERT
MURET	3 Square des Combattants d'Afrique du Nord – 31600 MURET	ERP / Type W
ONCOPOLE	5 Avenue Irene Joliot Curie – 31100 TOULOUSE	ERT
PLAISANCE	7 Rue des Tilleuls – 31830 PLAISANCE DU TOUCH	ERP / Type W
ST ALBAN	1 Rue de Salgareda – 31140 ST ALBAN	ERP / Type W
ST GAUDENS	1, rue du Général Lapène - 31800 SAINT-GAUDENS	ERP / Type W
ST JEAN	61 Chemin de Verdale – 31240 ST JEAN	ERP / Type W
ST ORENS	8 Rue du Commerce – 31650 ST ORENS DE GAMEVILLE	ERP / Type W

Le TITULAIRE est informé qu'il pourra être amené à intervenir sur un patrimoine diversifié : fonction, type de construction, superficie...

En cas d'évolution du parc immobilier : suppression et/ou ajout d'un bâtiment, le TITULAIRE en sera informé sans que soit remises en cause les clauses du présent CCTP.

En cas d'intégration d'un nouveau bâtiment, l'ensemble des clauses du présent CCTP s'appliquera. Le titulaire ne peut refuser d'intervenir dans le cadre du présent marché en cas de modification (entrée ou sortie) du parc immobilier de la Caisse.

I.1.2 Répartition des lots

N° LOT	INTITULÉ DU LOT
1	Plomberie – Sanitaire - Robinetterie
2	Hydro curage – Réseaux d'évacuation – Endoscopie - Débouchage
3	Maçonnerie – Carrelage – Clôture - Enduits
4	Toiture tuilée – Toiture plate - Zinguerie
5	Menuiserie bois et dérivés
6	Menuiserie Aluminium et PVC – Volets roulants - BSO
7	Store intérieurs - Vitrophanie
8	Vitrierie
9	Peintures – Revêtements muraux – Sols souples
10	Plâtrerie / Placoplatre – Faux-plafonds
11	Electricité – Courant fort / Courant faible – Réseaux de communication
12	Cloisons amovibles

A noter que les matériels suivants sont exclus du périmètre du présent marché :

- Matériels CVC (Chauffage-Ventilation-Climatisation) : matériel de production de chaud et froid, réseau de distribution, terminaux, systèmes de ventilation, thermostats... ;
- Ascenseurs et plateformes élévatrices ;
- Portes automatiques, grilles et portails ;
- Matériels SSL.

II. Conditions particulières de réalisation des travaux

Cet article a pour objet de présenter le cadre d'intervention, les obligations et contraintes du fait des spécificités des bâtiments, des activités en leur sein et de l'organisation générale de la CPAM de la Haute-Garonne.

II.1 Connaissance des lieux et repérage sur plan

Lors de chaque intervention en application des bons de commande ou des marchés subséquents, le TITULAIRE est réputé avoir pris connaissance du bâtiment tant pour la préparation et l'approvisionnement du chantier que pour l'exécution des travaux qui lui sont confiés.

Le cas échéant, le TITULAIRE peut contacter le responsable du suivi des travaux de la CPAM de la Haute-Garonne, indiqué sur le bon de commande, afin d'effectuer une visite approfondie des zones d'intervention.

Les plans, tracés et relevés à l'échelle fournis par la CPAM de la Haute-Garonne devront être vérifiés par le TITULAIRE avant toute intervention.

Toute erreur ou incomplétude devra être signalée à la CPAM de la Haute-Garonne.

Les modifications issues des travaux devront être portées sur les plans et communiquées à la CPAM de la Haute-Garonne.

En cas de nécessité et après autorisation expresse du client, le TITULAIRE pourra procéder à des sondages à ses frais. Les dégradations provoquées par ces sondages devront être remises en état par le TITULAIRE.

Les travaux seront réalisés en grande majorité dans des locaux assujettis à la réglementation des ERP et classés Type U et type W.

Le TITULAIRE devra respecter cette réglementation lors de la réalisation des travaux et des matériaux incorporés.

II.2 Prestations comprises

L'offre du TITULAIRE doit inclure l'ensemble des prestations, des fournitures et tous les frais de mise en œuvre nécessaires à la complète et parfaite exécution des travaux de telle sorte que leur achèvement ne donne lieu à aucun supplément.

En conséquence, les propositions du titulaire devront comprendre :

- Toute les études techniques, plans, notes de calcul...,
- Toutes les autorisations administratives (DICT - Déclaration d'intention de commencement de travaux, autorisation d'urbanisme...),
- L'ensemble des approvisionnements et manutention de matériels et matériaux
- L'ensemble des matériels nécessaires à l'intervention, y compris les matériels de levage et d'accès,
- L'ensemble des matériaux nécessaires à la parfaite et complète exécution des travaux,
- Les prestations de nettoyage et de protection du chantier,
- Les prestations d'évacuation et de retraitement des déchets,
- L'ensemble des rebouchages suite aux percements, aux descellements et à l'enlèvement de matériels (goulottes, tubes, chambranle...).

A noter que la recherche d'amiante demeure à la charge de la CPAM de la Haute-Garonne ; le rapport de recherche d'amiante sera fourni au titulaire.

De même, la CPAM de la Haute-Garonne fera son affaire de déménager les zones de tout mobilier entravant l'intervention.

II.3 Intervention en site occupé / nuisances

Sauf avis contraire de la CPAM, les interventions seront menées en site occupé.

Le TITULAIRE devra limiter les nuisances de toute sorte tant dans leur intensité que dans la durée, notamment en prenant soin au choix des matériels et méthodes utilisés et en respectant les préconisations du responsable de sécurité de la CPAM de la Haute-Garonne.

Le TITULAIRE devra informer la CPAM de la Haute-Garonne préalablement à son intervention des périodes et de tous les types de nuisances générées dont notamment (sans que cette liste soit exhaustive) :

- Olfactive ;
- Sonore ;
- Poussière ;
- Entrave à la circulation ;
- Limitation des accès aux zones sanitaires et cuisine ;
- Coupure de réseau (eau, chauffage, climatisation, électricité...).

En fonction des nuisances induites et du calendrier, la CPAM de la Haute-Garonne pourra être amené à prendre des mesures afin de limiter l'impact sur les collaborateurs et les usagers du bâtiment, et/ou à proposer des aménagements de calendrier au TITULAIRE.

Lors d'une intervention, en cas de « plainte » du personnel en place, le TITULAIRE est tenu de contacter immédiatement la CPAM de la Haute-Garonne. Il ne doit en aucun cas se soumettre aux injonctions

des personnels sans un avis préalable du responsable de sécurité de la CPAM de la Haute-Garonne ou du responsable de l'opération au sein du service technique de la CPAM de la Haute-Garonne.

II.4 Horaires d'intervention

Les interventions devront être réalisées sur la plage horaire de 7h00 à 19h00, du lundi au vendredi.

Cette plage d'intervention pourra être adaptée en fonction :

- des contraintes de service la CPAM de la Haute-Garonne : un calendrier spécifique sera alors défini conjointement entre la CPAM de la Haute-Garonne et le titulaire afin de restreindre cette plage et l'adapter aux contraintes ou d'effectuer des travaux hors de ces plages ;
- des contraintes d'autorisation administrative (voirie...) nécessitant des interventions hors plage ;
- des contraintes de sécurité nécessitant une intervention en urgence hors plage horaire et potentiellement le WE.

II.5 Accès et sécurité des bâtiments

Lors des interventions le TITULAIRE pourra se voir confier un badge d'accès limité :

- à la zone géographique d'intervention
- à la durée prédéfinie des travaux

Sur justification du TITULAIRE et en fonction du nombre d'intervenant, il pourra être délivré plusieurs badges d'accès dans les conditions de l'article XIX « Badges d'accès aux locaux » du CCAP.

Le TITULAIRE devra remettre la liste nominative des intervenants qui en seront bénéficiaires.

Les cartes d'accès sont strictement personnelles et doivent être conservées par le titulaire du prêt.

Malgré la suppression de tout droit dès la fin du chantier, les cartes doivent être restituées au plus tôt, par le moyen le plus accessible au TITULAIRE : dépôt au responsable de la CPAM de la Haute-Garonne au dernier jour d'intervention, envoi par courrier, dépôt lors de la visite de fin de chantier...

II.6 Propreté du chantier et de la livraison

Préalablement au démarrage des travaux, le TITULAIRE s'engage à mettre les protections nécessaires au type d'intervention réalisé afin :

- de circonscrire les poussières à la zone d'intervention et éviter autant que possible la dispersion vers les espaces occupés ;
- d'éviter les dégradations des aménagements et des revêtements du bâtiment dans les zones d'intervention ;
- de faciliter le nettoyage en fin de chantier.

Le TITULAIRE s'engage à maintenir le chantier en parfait état de propreté pendant toute la durée des travaux et à prendre toutes les dispositions utiles à cet effet :

- enlèvement des emballages et protections ;
- enlèvement des essuie-mains souillés ;
- élimination des traces de colles et autres produits résiduels ;
- nettoyage du chantier et des sols en fin de journée ;

- évacuation des déchets hors du chantier au fur et à mesure. Il sera formellement interdit de jeter les gravats et autres déchets par les ouvertures en façades sans moyens spécifiques adaptés (goulotte, sacs, seaux, ...).

En fin de chantier, le TITULAIRE devra procéder à l'enlèvement :

- des protections et le nettoyage de tous les locaux affectés par les travaux et le passage des ouvriers ;
- des gravats et de tous déchets. L'enlèvement des gravats et déchets devra se faire par le biais de matériel adapté : goulotte, sacs, seaux... le cas échéant certains gravats devront être humidifiés afin d'éviter toute dissémination de poussière sur leur trajet d'évacuation.

Le TITULAIRE s'engage à effectuer un tri des déchets issus du chantier avant de les déposer dans une décharge en fonction de leur typologie.

Le TITULAIRE pourra localiser les sites des décharges sur le site : www.dechets-chantier.ffbatiment.fr.

En cas de non-respect par le TITULAIRE des obligations découlant des prescriptions concernant le nettoyage, le CLIENT le fera exécuter par un prestataire extérieur de son choix, sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du TITULAIRE, et aux frais et risques de ce dernier.

En immeuble occupé, le nettoyage doit être particulièrement soigné. Il est à réaliser quotidiennement et dès finition des travaux dans chaque zone du local.

Dans tous les cas, la protection préalable du chantier ainsi que le nettoyage de fin de chantier sont réputés faire partie de l'offre et n'amènent pas à être des éléments complémentaires du devis et de facturation.

II.7 Structure des bâtiments

Préalablement à toute intervention sur des éléments structurels du bâtiment, le TITULAIRE devra s'assurer :

- d'être en possession de l'ensemble des études, notes de calcul, plans et recommandations des bureaux d'études préalablement mobilisés ;
- d'effectuer les étaitements, les banches et les supportages nécessaires à une parfaite sécurisation du chantier ;
- de disposer des personnels et matériels nécessaires à ce type d'intervention ;
- de respecter parfaitement le cahier des charges préalablement défini par les bureaux d'études et de conseil le cas échéant : étalement, consolidation, ferrailage, niveau d'ancrage, temps de séchage, qualité des matériaux mis en œuvre ;
- le cas échéant et selon les préconisations de faire vérifier les prestations par un bureau d'étude et/ou un bureau de contrôle habilité.

Lors de l'approvisionnement et du stockage des matériaux le TITULAIRE devra s'assurer de la portance des cheminements et des planchers, le cas échéant en faisant appel à un bureau d'étude spécialisé à ses frais.

II.8 Réseaux

Sauf cas d'urgence (sécurité des personnels ou des biens), aucune coupure de réseau (eau, électricité, gaz, évacuation, télécommunication...) ne pourra être réalisée sur initiative du TITULAIRE.

Ces interventions devront avoir été préalablement validées par la CPAM de la Haute-Garonne et être réalisées par un personnel dûment habilité.

Dans le cas de coupure des réseaux : télécommunication, eau, gaz, électricité, le service technique de la CPAM de la Haute-Garonne devra être avisé au moins une semaine à l'avance afin de prendre les dispositions utiles pour garantir la sécurité des biens et des personnes et la continuité de service.

Le TITULAIRE s'engage à limiter au strict nécessaire la durée de ces coupures afin de minimiser les perturbations.

En cas de coupure prolongée ou de défaut de réalimentation en fin de chantier, le TITULAIRE devra proposer un système permettant la continuité de service : groupe électrogène, toilette chimique...jusqu'à remise en service complète du réseau.

Dans leur cheminement, les réseaux peuvent être encastrés. Il appartiendra au TITULAIRE de mettre en œuvre des moyens permettant la détection de ces réseaux avant démolition, perçage, carottage La prise en charge financière des éventuelles dégradations ainsi que l'ensemble des conséquences liées à ces dégradations est à la charge du TITULAIRE responsable s'il est avéré que les moyens de détections appropriés n'ont pas été mis en œuvre.

Lors d'intervention sur les réseaux d'évacuation, la séparation des réseaux EP (eaux pluviales), EU (eaux usées) et EV (eaux vannes) devra être respectée.

En cas de non observation, les travaux de mise en conformité seront intégralement à la charge de l'entreprise.

II.9 Approvisionnement et Stockage

Le TITULAIRE doit faire son affaire de l'approvisionnement du chantier, aucun moyen humain et/ou technique de la CPAM de la Haute-Garonne ne sera mis à disposition de l'entreprise du TITULAIRE.

Le stockage des matériaux incorporés au chantier devra se faire en accord avec le responsable de sécurité de la CPAM de la Haute-Garonne tant au niveau de la dangerosité des produits qu'au niveau des zones de stockage.

Comme le principal du chantier, ces zones devront rester dans un état de propreté et d'organisation. Dans le cas de stockage sur site, le TITULAIRE devra en assurer toutes les contraintes et responsabilités. Sauf avis contraire, les locaux techniques ne pourront être considérés comme des zones de stockage y compris si l'intervention en est l'objet.

Les approvisionnements et stockage de matériaux lourds devront respecter les contraintes de charges des zones de transit et de stockage. En cas de doute, il appartient au TITULAIRE de faire étudier la résistance des planchers et cheminements.

II.10 Signalisation et stationnement

Le TITULAIRE est avisé qu'une partie des travaux peut être accomplie en bordure des voies publiques ou privées et que, dans ce cas, toutes signalisations et protections nécessaires devront être installées à sa charge et dans le respect de la réglementation des voiries, visibles de jour comme de nuit.

Au sein des bâtiments et sur les zones extérieures privatives, toute intervention devra être signalée :

- Définition des zones d'intervention et de stockage et de cheminement le cas échéant,
- Interdiction d'accès : inscription et balisage,
- Indication des obligations réglementaires de port des EPI,
- Indication des cheminements et de contournement le cas échéant.

Les véhicules personnels des employés du TITULAIRE ne sont pas tolérés sur les sites de la CPAM. Les véhicules des entreprises intervenantes pourront être admis dans les zones de parking ou d'intervention après accord du responsable sécurité de la CPAM. Ces véhicules ne pourront être stationnés que sur la période d'intervention et la pause déjeuner.

II.11 Matériaux incorporés

L'ensemble des matériaux incorporés devra être livré neuf, de première qualité, estampillé des normes et règlements régissant ce type de matériaux et en parfait état de fonctionnement et esthétique. Le service technique de la CPAM de la Haute-Garonne se réserve le droit d'effectuer des vérifications et de refuser tout matériel ne semblant pas présenter les garanties nécessaires.

Les matériaux doivent répondre aux normes nécessaire à leur mise en œuvre en fonction de la typologie du bâtiment (ERP, Type d'activité W et U ...). En cas de doute, le TITULAIRE devra obtenir l'avis préalable du responsable sécurité de la CPAM de la Haute-Garonne.

Avant leur mise en œuvre, le TITULAIRE devra fournir, sur simple demande de la CPAM de la Haute-Garonne, un échantillonnage des produits présentés, afin de pouvoir exercer toutes analyses, tous contrôles et choix de structure et de coloris.

Les matériels et matériaux utilisés seront de première qualité et assortis d'une garantie totale, pièces et main-d'œuvre, d'une durée de 1 an minimum. La garantie prendra effet à la date de réception des travaux.

Dans le cas de la maintenance de certaines installations, pour des raisons de compatibilité ou de cohérence d'aspect, lorsque le remplacement à l'identique est préconisé, le recours à des produits, matériels ou matériaux particuliers est nécessaire. Le TITULAIRE a toutefois la possibilité de proposer d'autres produits, matériels ou matériaux de qualités équivalentes sous réserve de l'accord de la CPAM de la Haute-Garonne qui appréciera l'équivalence.

Les bons de commande peuvent, le cas échéant, mentionner les règles techniques particulières auxquelles les travaux doivent se conformer.

Le titulaire devra fournir à la CPAM de la Haute-Garonne l'ensemble des fiches techniques, fiches de sécurité, notice et recueil de normes des matériaux incorporés.

II.12 Mise en œuvre

Le TITULAIRE doit respecter la législation, les normes et les règles de l'art applicables à l'exécution des travaux commandés et jusqu'au parfait achèvement.

À ce titre, l'exécution des travaux est notamment soumise :

- Aux exigences des cahiers des clauses techniques des Documents Techniques Unifiés (CCT DTU) applicables aux travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux exigences des cahiers des clauses spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS DTU) applicables aux travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,
- Aux normes françaises ou européennes, notamment les normes françaises homologuées publiées par l'AFNOR (Association française de normalisation) les fournitures et matériaux entrant dans les travaux commandés en vigueur au jour du passage de la commande,

- Aux avis techniques du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment) en vigueur à la date du passage de la commande,
- Aux différents textes issus des codes : Code de la construction et de l'habitat, Code de l'urbanisme, Code de l'énergie,
- Aux prescriptions de mise en œuvre des fabricants des matériaux incorporés, définies dans les avis techniques, documents et notices de ces derniers,
- Aux règles de l'art communément admises dans la profession,
- Au règlement de sécurité des ERP,
- Et à toutes préconisations qui auront été faites au préalable : architecte, maîtrise d'œuvre, bureau d'étude, coordonnateur SPP, contrôleur technique...).

L'ensemble des travaux pourra faire l'objet d'un contrôle technique qui sera effectué par un organisme agréé désigné par la CPAM de la Haute-Garonne et à sa charge.

Ce contrôle portera notamment sur la conformité avec la réglementation en vigueur. Le TITULAIRE devra se conformer aux observations qui seront formulées lors de ces contrôles et il sera tenu de procéder aux modifications nécessaires sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité ou complément de facturation.

Le TITULAIRE est tenu de remettre, à la demande des Services Techniques de la CPAM de la Haute-Garonne ou de l'organisme de contrôle désigné par la CPAM de la Haute-Garonne, toutes les notes de calculs relatives aux prestations techniques particulières telles que : calcul de puissance, de tension, d'éléments porteurs, de résistance des matériaux, de structure métallique, de débit, de perte de charge, de pression...

Les percements, rebouchages, scellements et ancrages ne devront pas modifier les caractéristiques d'origine des murs, des cloisons, des planchers et des plafonds sur lesquelles elles ont été pratiquées et notamment en terme de résistance structurelle et de résistance au feu.

Le TITULAIRE a un devoir de conseil sur l'ensemble du périmètre de son intervention mais aussi sur tout élément qu'il est amené à découvrir lors de son intervention.

À cette fin il devra informer sans délai les services techniques de la CPAM de la Haute-Garonne de tout danger, dysfonctionnement, et différence avec les documents (plan, cote...)

II.13 Délai d'intervention

Les délais d'intervention sont prévus par le CCAP du présent marché.

Conformément à l'article V.2 du CCAP, dans le cas où la mise en œuvre d'un devis serait nécessaire, le TITULAIRE dispose d'un délai de 5 jours ouvrés pour établir le devis après demande écrite de la CPAM de la Haute-Garonne.

En cas de prérequis nécessitant un délai de mise en œuvre : autorisation administrative (voirie, urbanisme...), de recherches préalables (amiante, réseaux...) ou de tout impératif permettant de garantir la sécurité, le délai d'intervention sera rallongé d'autant.

II.14 Qualité des intervenants

Conformément à l'article R.4511-10 du Code du travail, les chefs d'entreprises extérieures doivent informer par écrit l'entreprise utilisatrice, de leur date d'arrivée sur le chantier, de la durée d'intervention, du nombre de travailleurs affectés, du nom et de la qualification de la personne chargée de diriger l'opération, ainsi que les noms et références des éventuels sous-traitants.

En cas de sous-traitance, le TITULAIRE est tenu de faire parvenir à la CPAM de la Haute-Garonne avant le commencement des travaux un document DC4 dûment complété. Le sous-traitant doit obligatoirement être agréé par la CPAM avant tout début de commencement d'exécution.

Le TITULAIRE est responsable de la qualification et du choix de sa main d'œuvre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site devant pouvoir être vérifiée par la CPAM de la Haute-Garonne. De même, il appartient au TITULAIRE de s'assurer que les activités sont réalisées par des personnels possédant les autorisations et agréments nécessaires et en cours de validité (liste non exhaustive):

- Permis de conduire
- CACES pour l'utilisation de certains engins
- Habilitation électrique
- Habilitation et formation au travail en hauteur

Les travailleurs étrangers doivent être munis des titres les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, soit en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

II.15 Conformité des matériels utilisés

Le TITULAIRE devra veiller à n'utiliser que du matériel conforme à la réglementation et à jour des contrôles nécessaires notamment pour les appareils de levage et de travail en hauteur.

Le TITULAIRE s'engage à respecter l'utilisation des matériels nécessaires à la parfaite mise en sécurité des intervenants et les préconisations décrites dans le plan de prévention le cas échéant.

Le TITULAIRE veillera à mettre à disposition des intervenants tous les EPI (Equipements de Protection Individuelle) nécessaires et en conformité avec les réglementations en vigueur à la date d'intervention.

Le TITULAIRE veillera à respecter la mise en œuvre des produits et matériaux utilisés en conformité avec les préconisations du fabricant et les recommandations de sécurité notamment celles présentes sur la fiche sécurité des produits.

Le matériel laissé sur site entre deux interventions (nuit, week-end...) reste sous l'entière responsabilité du TITULAIRE tant sur le risque qu'il peut représenter pour les usagers et le bâtiment qu'en cas de dégradation ou vol.

II.16 Autorisations administratives

Le TITULAIRE devra informer la CPAM de la Haute-Garonne des nécessités de déclaration et autorisations administratives en lien avec son intervention, que ce soit sur la durée du chantier (autorisation de voirie ...) ou définitif du fait du résultat de l'intervention (urbanisme...).

Aucun sondage, tranchée, percement ne pourra être réalisé en bordure des bâtiments sans que soit effectué les demandes de passage des réseaux (DICT...).

À cette fin un échange préliminaire avec la CPAM de la Haute-Garonne permettra de définir la responsabilité des déclarations et demandes d'autorisations auprès des organes et services concernés.

II.17 Permis feu et sécurité incendie

Le recours à un permis feu est régi par les textes réglementaires :

- articles R. 4511-1 et R. 4512-2 du Code du travail (travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure)
- articles R.4227-1 et suivants, R.4216-1 et suivants et L.4121-1 du C. trav. (santé et sécurité au travail);
- article R.4512-7 du C. trav. et article 1er, 21° de l'arrêté du 19 mars 1993 fixant la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention;
- arrêtés du 8 décembre 2011 et du 13 octobre 2010 relatifs à des installations classées pour la protection de l'environnement;
- arrêté du 5 août 2002 « relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510 »;
- arrêté du 25 juin 1980 (règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public);
- arrêté du 30 décembre 2011 (règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique).

Un permis feu devra être accordé systématiquement en cas de travaux par point chaud et ce quel qu'en soit l'intensité ou la durée, la liste suivante n'est pas exhaustive:

- Génération d'étincelle : meulage, fraisage, découpage, ébarbage...
- Soudure : soudure arc, MIG, TIG, chalumeau...
- Opération d'étanchéité bitumineuse : chalumeau
- Opération de soudure de matière plastique : sol souple

Le TITULAIRE devra informer la CPAM de la Haute-Garonne au moins 3 jours à l'avance en cas de nécessité d'un permis feu, celui-ci n'est valable que sur la journée et devra être renouvelé quotidiennement sur la totalité de la durée d'intervention.

Le permis feu sera affiché dans les locaux de l'intervention.

Le TITULAIRE s'engage à respecter sans réserve les consignes qui lui seront données lors de la remise du permis feu.

La délivrance d'un permis de feu ne vaut pas transfert de responsabilité, les travaux restant exécutés sous la seule responsabilité du TITULAIRE.

Les travaux par point chaud devront être arrêtés au plus tard à 15h quotidiennement afin de permettre le contrôle de sécurité postérieur.

Aucune modification ne pourra être effectuée sur les éléments coupe-feu (cloison, porte...) sans accord préalable du service sécurité de la CPAM de la Haute-Garonne tant sur la modification envisagée que sur la solution technique et la conformité des matériaux utilisés.

Tout rebouchage ou scellement effectué dans un élément coupe-feu devra être effectué en conformité avec les propriétés coupe-feu du support et devra être indiqué au responsable sécurité de la CPAM de la Haute-Garonne.

Le TITULAIRE veillera à ce que l'ensemble du matériel laissé sur chantier entre 2 interventions soit débranché et ne représente aucun risque : rallonge, matériel électroportatif, batterie...

Le TITULAIRE veillera à ce que les produits laissés sur site ne représentent pas de risque d'inflammation.

II.18 Plan de prévention

Dans le cas où la prestation requière des tâches figurant sur la liste des travaux dangereux établie par l'arrêté du 19 mars 1993 et en conformité aux articles R4511.1 et suivants du Code du Travail, l'intervention peut nécessiter la mise en œuvre d'un plan de prévention.

Le TITULAIRE s'engage à informer le responsable sécurité du CLIENT des actions pouvant donner lieu à la mise en place d'un plan de prévention quel qu'en soit l'intensité ou la durée.

II.19 Amiante

Le risque amiante devra être traité en conformité avec les articles R 1334-14 et suivants du Code de la Santé Publique.

Un échange préalable avec les services techniques de la CPAM de la Haute-Garonne permettra de définir la nécessité d'une recherche d'amiante.

Aucun travail ne pourra être amorcé en cas de suspicion de présence d'amiante et/ou d'absence de document attestant de l'absence.

Le dossier technique amiante (DTA) ainsi que les RAAT (Repérage Amiante Avant Travaux) sont consultables auprès des services techniques de la CPAM sur demande du Titulaire après avoir pris rendez-vous.

II.20 Pilotage et coordination

Les travaux objets du présent marché seront exécutés sous la direction du service technique de la CPAM de la Haute-Garonne.

Le suivi, la coordination et le contrôle des travaux pourront être réalisés par des prestataires extérieurs :

- Maîtrise d'œuvre : Marginalement et pour des travaux spécifiques nécessitant une expertise technique particulière, la CPAM de la Haute-Garonne pourra être amenée à faire appel à une maîtrise d'œuvre extérieure qui assurera le pilotage et la coordination des travaux.
- Coordination SPS : En fonction de la spécificité du chantier et s'il s'avère que plusieurs entrepreneurs sont amenés à intervenir sur le chantier, une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera organisée, aux fins de prévenir les risques résultant des interventions simultanées ou successives des TITULAIRES et de prévoir, lorsqu'elles s'imposent, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.
Dans le cas où aucune coordination en matière de sécurité et de protection de la santé n'est dédiée à la prestation ou à l'opération de travaux, la sécurité et le suivi du chantier devront être réalisés suivant le plan de prévention prédéfini conformément au décret 92-158 du 20 février 1992.
Conformément à l'article R 4532-6 à 9 du Code du Travail, les modalités pratiques de coopération entre les différents intervenants et le coordonnateur SPS s'appliquent.
- Contrôle technique : Un contrôleur technique pourra être mandaté tant pour le suivi des travaux que pour le contrôle en fin de chantier.
Le contrôleur pourra effectuer des préconisations, informer le titulaire de certains aspects techniques et effectuer le contrôle de conformité en fin de chantier
Le TITULAIRE s'engage à respecter l'ensemble des préconisations et des recommandations du contrôleur technique.
- Coordination SSI : Un coordinateur SSI sera missionné dès lors que les travaux impacteront les installations de sécurité.

Le TITULAIRE est tenu de transmettre l'ensemble des éléments demandés et de se conformer à l'ensemble des prescriptions émises, des avis et observations du coordinateur SSI.

L'incidence de ces dispositions est réputée incluse dans les prix proposés.

II.21 Obligation de discrétion et respect du règlement de l'entreprise

Le TITULAIRE s'engage à garder strictement confidentielles toutes les informations portées à sa connaissance dans le cadre de l'exécution du présent marché et dans les éléments qu'il pourra être amené à connaître du fait de sa présence dans les locaux de la CPAM. Elle s'engage à faire respecter une telle obligation à son personnel et à ses sous-traitants.

Le TITULAIRE s'engage à faire respecter par son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres aux locaux de la CPAM de la Haute-Garonne.

Il est interdit au personnel du TITULAIRE :

- d'utiliser le téléphone des bureaux sans autorisation,
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le chantier,
- de pénétrer sur le site en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre sur le lieu de travail et ses dépendances,
- de manquer de respect aux personnels de la CPAM et aux usagers,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de se faire aider par une personne étrangère à l'entreprise du titulaire
- d'utiliser des postes radio susceptibles d'engendrer une gêne pour les occupants des sites
- de fumer à l'intérieur des bâtiments (même dans la zone de travaux) ou à proximité des entrées du personnel ou des assurés

Cette liste n'est pas limitative.

En cas de non-respect des obligations ci-dessus le CLIENT est en droit, à tout moment, de demander le remplacement des personnels en infraction, ou de leur refuser l'accès des lieux, en tout ou partie.

II.22 Dégradation, défektivosité et inachèvement

Tout élément défectueux faisant l'objet du présent marché, devra être impérativement remplacé aux frais de l'entreprise dans les meilleurs délais.

Toute malfaçon, manquement au respect des règles de l'art ou du descriptif, pourront être notifiés à l'entreprise et inscrits au PV de chantier.

La réception du chantier ne pourra être prononcée qu'après parfait achèvement et le cas échéant reprise des malfaçons et dysfonctionnements.

Le TITULAIRE est responsable de tous dégâts survenus sur le chantier pendant les travaux du fait de ses employés et ses sous-traitants.

Pendant l'exécution et jusqu'à l'achèvement des travaux, le TITULAIRE demeure responsable de tous les matériaux, métaux, appareils et objets destinés aux travaux, qu'ils soient mis en œuvre et intégrés au bâtiment ou simplement déposés sur le chantier.

II.23 Développement durable et qualité environnementale

La totalité des éléments déposés et les gravats doivent être évacués en décharge publique, sauf demande contraire du CLIENT. Sur demande du CLIENT l'entreprise devra fournir les justificatifs de mise en décharge agréée.

Seuls les cylindres de serrures et les clefs liées seront remis aux Services techniques du CLIENT de manière systématique avec le repérage sur plan de chaque cylindre.

La CPAM de la Haute-Garonne entend s'impliquer fortement dans une démarche de Qualité Environnementale des Bâtiments (QEB) pour toutes les opérations de travaux dans les bâtiments, objet des travaux du présent marché.

Dans ce cadre, le TITULAIRE devra utiliser, dès lors qu'ils existent, des matériaux et équipements marqués conformes à la norme « NF Environnement » ou équivalent à condition qu'ils respectent les DTU (documents techniques unifiés).

Par ailleurs, le TITULAIRE s'engage à intégrer systématiquement, dans tous ses projets de travaux, une approche du développement durable dans les domaines ayant un impact sur l'effet de serre.

Aussi, sur simple demande de la CPAM, le TITULAIRE devra porter à sa connaissance les caractéristiques techniques des produits et matériaux mis en œuvre notamment en termes de performances énergétiques.

Ces dispositions concernent notamment, mais non limitativement :

- les isolants,
- les menuiseries extérieures,
- les appareils de production thermique,
- les appareils de ventilation,
- les appareils d'éclairage,
- les produits volatils.

D'autre part, le TITULAIRE, en respect des démarches de la CPAM de la Haute-Garonne dans ce domaine, doit tenir un rôle de conseil dans la mise en œuvre de techniques et de produits compatibles avec cette approche du développement durable.

Le choix des produits associés aux travaux d'intérieur devra intégrer des caractéristiques environnementales et sanitaires. Ainsi un étiquetage sanitaire A+ au sens de l'arrêté du 19 avril 2011 est exigé. Les Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaires (FDES) si elles sont disponibles, devront être fournies au CLIENT comme outil d'aide au choix.

Tous les matériaux visés par une interdiction réglementaire sont proscrits. Les matériaux recyclables, réutilisables ou valorisables seront privilégiés.

II.24 Fin de chantier et documents

En fin de chantier, le TITULAIRE est tenu d'effectuer les actions suivantes :

- Essais de fonctionnement : les essais de fonctionnement des matériels et équipements incorporés sont à la charge de l'entreprise et seront effectués en présence d'un représentant des services techniques de la CPAM à leur demande.

Les essais et la fournitures nécessaires aux essais seront à la charge de l'entreprise y compris en cas de dysfonctionnement et de nécessité de réaliser des essais complémentaires.

Les résultats et les mesures relevées le cas échéant feront l'objet d'un PV à destination de la CPAM de la Haute-Garonne et seront intégrés au DOE.

- Nettoyage complet du chantier et toutes les zones et cheminement utilisés, le nettoyage de fin de chantier ne donnera pas lieu à une facturation complémentaire et est réputé faire partie de la prestation.
- Fourniture de documents : l'entreprise devra remettre à la CPAM de la Haute-Garonne tout document en rapport avec les travaux engagés et les matériaux et équipements mis en œuvre : notice, justificatif de garantie, Fiche de sécurité, mode d'emploi...(liste non limitative).
- Fourniture des certificats et des rapports de test des éléments coupe-feu.
- Fourniture sur demande de la CPAM de la Haute-Garonne des constats d'évacuation des déchets et de leur retraitement le cas échéant.
- DOE (Document des Ouvrages Exécutés) : avant la réception des travaux, le TITULAIRE devra remettre au CLIENT un exemplaire dématérialisé du DOE intégrant notamment les plans de récolement des ouvrages, ainsi que le relevé modifié des réseaux, plan de câblage et réseaux électriques au format PDF et DWG ou format équivalent.
- Formation des personnels du service technique aux équipements spécifiques installés.

II.25 Garantie

Le TITULAIRE est soumis aux règles relatives à l'ensemble des responsabilités et garanties légales de l'entrepreneur de travaux.

Le délai de garantie de parfait achèvement est d'une année à compter de la date d'effet de la réception ou à défaut de la certification du service fait de la dernière prestation.

III. Organisation des interventions

Pour des interventions complexes, il pourra être demandé au TITULAIRE une visite préalable sur site afin d'échanger sur le projet, cette visite sera l'occasion de définir notamment les quantitatifs à retenir pour effectuer la commande.

III.1 Période de préparation

La période de préparation sera en corrélation avec l'ampleur, la technicité et les contraintes de l'intervention.

Cette période a pour objet de préciser et mettre en œuvre les prérequis à l'intervention :

- Calendrier : les délais d'intervention devront respecter les délais fixés au chapitre 1.2.13 « Délais d'intervention », cependant les dates d'intervention pourront être modifiées en fonction des contraintes de service de la CPAM
- Autorisations administratives : voirie, urbanisme...
- Définition des zones d'intervention, de stockage et de cheminement
- Définition des zones à déménager
- Définition des risques professionnels et mise en œuvre des documents et procédures ad hoc : permis feu, plan de prévention ...

Le cas échéant le délai de mise en œuvre de l'ensemble de ces prérequis pourra, sur justification, suspendre le délai d'intervention.

En cas d'intervention urgente et s'il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre un plan de prévention ou un permis feu, la période de préparation sera réduite et l'organisation de l'intervention sollicitée pourra se restreindre à un échange téléphonique dont les termes seront confirmés par un mail de la CPAM de la Haute-Garonne.

III.2 Étude d'exécution

Les études d'exécution proposées par le TITULAIRE ainsi que toutes les notes de calcul et notes explicatives seront soumis à l'approbation de la CPAM de la Haute-Garonne avant tout commencement d'exécution.

Si le TITULAIRE omet de soumettre à la CPAM de la Haute-Garonne les documents, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui pourra entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais. Il est également responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessaires à leur mise au point.

Les modifications prescrites par la CPAM de la Haute-Garonne engagent la responsabilité du TITULAIRE sauf si celui-ci a présenté des objections écrites et motivées.

La présentation de l'étude d'exécution permettra de définir les points suivants :

- Choix techniques et leur conformité avec les réglementations ;
- Validation par la CPAM de la Haute-Garonne des choix esthétiques ;
- Validation par la CPAM de la Haute-Garonne des coupures réseau.

A l'issue de cette phase et s'il s'avère que ces choix modifient le bon de commande, il pourra être additionné un bon de commande complémentaire.

III.3 Période d'exécution

Au cours de cette période, le TITULAIRE s'engage à respecter l'intégralité des clauses du présent CCTP ainsi que les des consignes qui auront été formulées en amont que ce soit :

- par le client : permis feu, plan de prévention, recommandation préalables diverses...
- par un prestataire du client : maîtrise d'œuvre, coordinateur SPS, coordinateur SSI, contrôleur technique...
- par tout organisme compétent : service de voirie, service d'urbanisme...

À tout moment, la CPAM de la Haute-Garonne pourra vérifier l'avancement, la propreté et le respect des réglementations techniques et de sécurité du chantier.

En cas de manquement, le TITULAIRE s'expose à la mise à l'arrêt du chantier jusqu'à mise en conformité.

Lors de ces interventions, la CPAM de la Haute-Garonne pourra se faire remettre tout document qu'il jugera utile pour vérifier la conformité des matériaux, leur mise en œuvre, les habilitations des personnels du TITULAIRE et le cas échéant de son sous-traitant ainsi que les documents de conformité du matériel utilisé.

Le TITULAIRE est tenu de signaler sans délai à la CPAM de la Haute-Garonne toute modification de mise en œuvre, tout retard, et toute nouvelle information concernant son intervention et découverte dont il aurait connaissance du fait de son intervention.

III.4 Réception de la prestation

Le TITULAIRE est tenu de replier le chantier dès achèvement de son intervention.

Le TITULAIRE devra informer sans délai la CPAM de la Haute-Garonne de l'achèvement du chantier.

Selon l'importance et la technicité du chantier, la CPAM de la Haute-Garonne pourra requérir une visite de clôture de chantier en présence du TITULAIRE et le cas échéant de prestataires extérieurs : contrôleur technique, maître d'œuvre...

Cette opération de clôture comprendra à minima les éléments suivants :

- la reconnaissance des ouvrages exécutés,
- la constatation éventuelle de l'inexécution de prestations prévues au marché,
- la constatation éventuelle d'imperfections ou malfaçons,
- la constatation du repliement des installations de chantier et de la remise en état des lieux,
- les constatations relatives à l'achèvement des travaux.

Sans retour formalisé dans les 10 jours ouvrés suivant la date d'achèvement des travaux, ils seront considérés conformes (travaux achevés, absence d'imperfection ou de malfaçon...).

Dans le cas contraire, Il sera effectué une visite contradictoire permettant de définir les corrections à effectuer et la date limite de réception, ces éléments pourront être formalisé sur un PV de réception provisoire (formulaires EXE par exemple).

Lors de l'achèvement complet, il pourra être dressé un PV (formulaires EXE par exemple) indiquant la date de parfait achèvement. Cette date sera le point de départ de l'ensemble des garanties liées aux éléments de l'intervention.

Dans un délai de 48h ouvrées après constat d'achèvement, le TITULAIRE devra fournir à la CPAM de la Haute-Garonne l'ensemble des documents en rapport avec son intervention (notice, fiche de Sécurité, justificatif de garantie...), et le cas échéant et suivant demande du CLIENT : les plans avec recollement (format dématérialisé).